# Macron : hypocrisie, cynisme, et hargne contre les plus exploité-e-s

***Macron est de plus en plus répugnant. Dans ses vœux (http://urlz.fr/6kO0), il commence hypocritement par une « pensée » pour les personnes en souffrance. Il n'y a pas de limite à l'hypocrisie et au cynisme. Car « en même temps », Macron s'acharne à humilier et à violenter les plus humbles : les chômeurs/ses et les migrant-e-s.***

**Tout d'abord, il y a deux circulaires scélérates contre les migrant-e-s :** elles prévoient notamment la création déquipes de flics contrôleurs d'étranger-e-s dans les centres d'hébergement. Et l'obligation pour les foyers de balancer aux préfets les listes nominales de leurs hébergés. Même les associations les plus modérées ont dénoncé cette « délation organisée » et refusent de continuer à dialoguer avec ce gouvernement crypto-vichyste. Le défenseur des droits, l'homme de droite Jacques Toubon, parle d'une « politique migratoire sans humanité ». Un historien aussi modéré que Patrick Weil décrypte (http://urlz.fr/6kO2) l'imposture macronienne : « *Monsieur Macron, c'est l'inverse de monsieur Sarkozy. Monsieur Sarkozy était violent verbalement, mais sur le terrain il était pragmatique. Monsieur Macron est doucereux verbalement, et sur le terrain c'est la dague. Il est un peu comme un chasseur à cour qui ferait des messages d'amour, le soir, pour les animaux. C'est ce qu'il fait pour les migrants : il leur souhaite des vœux, il dit bienvenue aux réfugiés et il signe la nuit des ordres qui les mettent dans la rue et les empêchent de se nourrir* ». Ecoeuré, un médecin humanitaire a rendu sa légion d'honneur pour dénoncer la politique infâme de Macron contre les migrant--s (http://urlz.fr/6kNZ). Merci à lui, mais aujourd'hui il faut construire, au delà des réactions d'indignation individuelles, une large mobilisation contre la politique migratoire abjecte du gouvernement. La défense des migrant-e-s n'est pas une cause « spécifique » réservée aux associations spécialisées : les principales organisations du mouvement ouvrier doivent aujourd'hui sortir de leur silence et/ou de leur inertie.

**Pour les fêtes, Macron n'oublie pas de taper également sur les chômeurs/ses.** Le *Canard enchaîné* a révélé l'existence d'une note d'Antoine Foucher (ancien du Medef et conseiller de Pénicaud) qui prévoit le renforcement des sanctions et du flicage des chômeurs/ses. Si Pôle emploi estime que le chômeur ne recherche pas assez activement du travail, s'il refuse une formation ou encore s'il décline deux offres « raisonnables » d'emploi, alors ses allocations seront d'emblée réduites de 50% pendant deux mois. S'il récidive, elles seront supprimées ! Autre innovation abjecte : les chômeurs/ses, présumé-e-s fainéant-e-s, vont devoir remplir un rapport d'activité mensuel, listant

l'ensemble de leurs démarches. S'ils oublient de remplir leur rapport, ils seront radiés ! Quand Gattaz avait évoqué en octobre l'idée d'un contrôle « journalier, hebdomadaire, ou mensuel », on s'était offusqué sans trop osé y croire… mais Macron est bien décidé à suivre les pires recommandations du Medef : aujourd'hui, un contrôle mensuel, et demain hebdomadaire ou quotidien ? Les chômeurs/ses sont infantilisé-e-s et suspecté-e-s. Une armée de 1 000 contrôleurs (contre 200 aujourd'hui) sera mise en place pour fliquer les chômeurs/ses. Pour Macron, le vrai scandale est les chômeurs « fraudeurs » alors qu'il ne veut rien faire contre les dizaines de milliards de fraude fiscale des plus riches. Face à cette offensive sans précédent contre les chômeurs/ses, il faut rappeler que les prestations chômage sont du salaire socialisé : c'est un droit, le salaire des travailleurs/ses privés d'emploi par les capitalistes, pas une aumône conditionnée au flicage des patrons ou de Macron. Jupiter veut démanteler tout le système de protection sociale qui repose sur la cotisation sociale. Pour lui, le chômeur est un assisté qui doit toucher une aumône financée par l'impôt, et il doit se montrer méritant pour mériter l'aide de l'État. Cela montre tout l'enjeu de la prochaine bataille contre la réforme de l'assurance chômage. Les intentions du gouvernement sont limpides. Après avoir lamentablement failli à l'automne, les directions syndicales doivent aujourd'hui prendre la mesure de l'attaque et organiser la riposte : elles doivent cesser immédiatement les concertations avec le gouvernement et mettre en place un plan de mobilisation pour obtenir le retrait de la réforme de l'assurance chômage.

**Gaston Lefranc**, le 2 janvier 2018